

# I. Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Comment évoluent les rapports de force, les conflits et les coopérations à l'échelle mondiale depuis 1991 ?

## a) « L'ordre américain » et les conflits après la guerre froide (années 1990)

### 1. L'hyperpuissance américaine

Le système bipolaire sur lequel reposait l'équilibre du monde disparaît avec la fin de la guerre froide. Les États-Unis accèdent au statut d'hyperpuissance dans un monde devenu unipolaire. En 1991, avec l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, ils prennent la tête d'une coalition internationale pour faire la guerre à l'Irak de Saddam Hussein qui a envahi le Koweït au Moyen-Orient. Cette « première guerre du Golfe » montre leur supériorité militaire et leur leadership, mais aussi leur attachement au multilatéralisme.

Après 1992, sous la présidence de Bill Clinton (1992-2000), les États-Unis assument le rôle de « gendarmes du monde ». Ils cherchent à élargir le cercle des nations démocratiques (*enlargement*) en multipliant les interventions militaires contre les dictatures (Somalie 1992-1993, Haïti 1994) et jouent le rôle d'arbitre dans les conflits régionaux. Par l'entremise de Clinton, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et Israël signent les accords d'Oslo (1993). Ils marquent les débuts d'un processus de paix israélo-palestinien et créent une Autorité nationale palestinienne sur une partie des territoires occupés par Israël (Cisjordanie, Gaza).

### 2. Les grands conflits de l'après-guerre froide

À partir de 1985, le régime d'apartheid d'Afrique du Sud est très affaibli par la lutte menée par l'ANC, les condamnations de l'ONU et les sanctions économiques des États-Unis et des autres partenaires commerciaux du pays (Europe de l'Ouest, Japon). En 1992, le pouvoir blanc abandonne l'apartheid et, en 1994, les premières élections multiraciales permettent à Nelson Mandela de devenir le premier président noir d'Afrique du Sud.

La fin du bloc de l'Est communiste libère des revendications nationalistes. À partir de 1991, les différentes nationalités de Yougoslavie prennent leur indépendance mais la Fédération yougoslave dominée par les Serbes s'y oppose. Les affrontements armés s'accompagnent d'opérations de « nettoyage ethnique » et de nombreux massacres. L'ONU est impuissante à pacifier la région et c'est l'intervention de l'OTAN qui met fin à la guerre en Bosnie en 1995 (accords de Dayton).

Les conflits intra-étatiques se multiplient dans le monde. En 1994, au Rwanda, les extrémistes hutu mettent en œuvre l'extermination des Tutsi et des Hutu modérés en profitant du manque d'action de la communauté internationale. Le génocide des Tutsi fait plus d'un million de morts en moins de trois mois.

## b) Les nouvelles formes de conflits dans un monde qui devient multipolaire (depuis 2001)

### 1. Le tournant du 11 septembre 2001

Dans les années 1990, les États-Unis doivent faire face à la nouvelle menace du terrorisme islamiste (attentats contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie en 1998). Le 11 septembre 2001, l'organisation Al-Qaïda dirigée par Oussama Ben Laden commet des attentats

#### VOCABULAIRE

**Unilatéralisme / multilatéralisme :** l'unilatéralisme consiste pour un État à définir sa politique extérieure sans tenir compte de l'avis des autres États et des institutions internationales ; le multilatéralisme désigne la politique inverse pour un État : tenir compte de l'avis des autres États et des institutions internationales dans les interventions extérieures.

**ANC (Congrès national africain) :** principal parti politique d'Afrique du Sud luttant contre le régime d'apartheid.

**Apartheid (« séparation » en afrikaans) :** politique de séparation des « races » mise en place à partir de 1948 en Afrique du Sud.

**Conflit asymétrique :** conflit opposant des forces aux moyens militaires inégaux : un État doté d'une armée conventionnelle contre des mouvements de guérillas ou des groupes terroristes.

**Conflit intra-étatique :** conflit qui se produit à l'intérieur des frontières d'un État.

**Cour pénale internationale :** fondée par l'ONU en 2002 et basée à La Haye, elle est compétente pour juger les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

**Islamisme :** doctrine voulant faire de l'islam le fondement idéologique de la vie politique et sociale d'un pays. Elle appelle au rejet des valeurs occidentales.

**Terrorisme :** usage de la violence visant à créer un climat de terreur pour imposer ses idées.

**Nettoyage ethnique :** politique délibérée menée par un groupe ethnique pour chasser par la violence et la terreur les autres populations des territoires qu'il convoite.

meurtriers sur le sol américain en visant des lieux symboliques des États-Unis. Ils plongent le pays et le monde dans un état de choc.

Le président américain George W. Bush (2001-2009) décide alors d'attaquer les pays qui abritent les terroristes. En 2001, avec l'accord de l'ONU, les États-Unis envahissent l'Afghanistan qui accueille les bases d'entraînement d'Al-Qaïda. Puis, en 2003, sans avoir obtenu l'accord de l'ONU, ils attaquent l'Irak de Saddam Hussein qu'ils accusent à tort de soutenir le terrorisme et de fabriquer des armes de destruction massive (guerre d'Irak). Cette intervention unilatérale est critiquée dans le monde entier.

## 2. Guerres asymétriques et terrorisme islamiste

S'ils obtiennent des victoires rapides, les États-Unis ne parviennent pas à pacifier les pays qu'ils occupent (Afghanistan, Irak). Ils y mènent des conflits asymétriques contre de petits groupes armés, sans réussir à empêcher la guerre civile qui gangrène ces pays. Le président Barack Obama (2009-2017) retire les troupes américaines d'Irak en 2011 et peu à peu d'Afghanistan à partir de 2014.

Les attentats islamistes se multiplient dans le monde. À partir de 2013, l'organisation terroriste État islamique (Daech) parvient à créer un État dans le nord de la Syrie et de l'Irak, ce qui lui donne d'importantes ressources pour financer le terrorisme islamiste mondial (attentats de 2015 en France : 148 morts).

## 3. Rivalités et affrontement des puissances

Poussées par une forte croissance économique, des puissances émergentes – Chine, Inde, Brésil – développent leurs ambitions régionales. La Chine, qui devient la deuxième puissance économique en 2010, veut aussi jouer un rôle mondial. La Russie de Vladimir Poutine retrouve aussi une place de premier plan dans les relations internationales. Après 2003, ces deux puissances s'opposent fréquemment aux États-Unis au Conseil de sécurité de l'ONU. Le monde devient multipolaire.

Le Moyen-Orient, riche en hydrocarbures, est le théâtre de rivalités croisées entre puissances régionales (Arabie saoudite, Turquie, Iran) et mondiales (États-Unis, Russie). En 2014, une coalition internationale dirigée par les États-Unis intervient contre Daech en Syrie et en Irak. La Russie mène sa propre intervention pour détruire Daech mais aussi pour soutenir son allié dans la région, le dictateur syrien Bachar el-Assad.

### c) La gouvernance mondiale face aux défis contemporains

#### 1. Justice internationale et gestion des réfugiés

La justice pénale internationale qui avait disparu pendant la guerre froide réapparaît après celle-ci. L'ONU met en place des tribunaux internationaux temporaires pour juger les auteurs de crimes de guerre, génocide ou crimes contre l'humanité commis en ex-Yougoslavie (TPIY, 1993), au Rwanda (TPIR, 1994), puis dans d'autres pays. En 2002, elle crée un tribunal permanent : la Cour pénale internationale (CPI). Néanmoins, la justice internationale souffre du manque de coopération de nombreux États.

Les réfugiés et les déplacés sont de plus en plus nombreux dans le monde depuis 1991. Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) coordonne l'action internationale pour les protéger, les assister et les ramener chez eux si possible. Mais vue l'ampleur de sa tâche, les moyens sont insuffisants.

#### 2. La gouvernance mondiale face au défi climatique

Les problématiques environnementales se sont progressivement imposées dans le débat public dans les années 1990. Le défi du réchauffement climatique nécessite une véritable coopération multilatérale que l'ONU cherche à renforcer en organisant de grands sommets internationaux sur le climat, les « Conférences des parties » (COP). En 2015, la COP21 débouche sur l'accord de Paris par lesquels 195 pays s'engagent à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre. En 2017, les États-Unis se retirent de l'accord. Pourtant, jamais la société – en particulier la jeunesse – n'a été aussi mobilisée (marche mondiale pour le climat de 2019).